

# UNIVERSITÉ LAVAL

Faculté de Foresterie et de Géomatique  
Département des Sciences du Bois et de la Forêt

Groupe de Coordination sur les Bois Raméaux

Un texte de réflexion sur l'importance économique et sociale de la forêt au  
Québec

CAPITALE FORESTIÈRE CANADIENNE 1993  
Vallée d la Matapédia

**«LAFORÊT QUÉBÉCOISE N'EST PLUS ET  
NE SERA PLUS CE QU'ELLE FUT»**

par le  
Professeur Gilles Lemieux

février1993

Publication n° 31

<http://forestgeomat.for.ulaval.ca/brf>

édité par le  
Groupe de Coordination sur les Bois Raméaux

UNIVERSITÉ LAVAL  
Département des Sciences du Bois et de la Forêt  
Québec G1K 7P4  
QUÉBEC  
Canada

# ***LA FORÊT QUÉBÉCOISE N'EST PLUS ET NE SERA PLUS CE QU'ELLE FUT.***

par le  
**Professeur Gilles Lemieux**  
Département des Sciences du Bois et de la Forêt  
Faculté de Foresterie et de Géomatique  
UNIVERSITÉ LAVAL  
Québec  
Canada

Les trois derniers siècles de l'histoire de notre forêt en furent de récolte sans soucis du lendemain pour répondre à tous nos besoins et à ceux des marchés étrangers. La forêt fut d'abord perçue comme un empêchement de tourner en rond, en freinant la colonisation et en interdisant l'accès aux terres agricoles, d'où notre perception d'«ennemie» de la civilisation. Dans un deuxième temps, après la conquête anglaise, ce fut la fourniture de ressources stratégiques, puis industrielles, avec l'utilisation du bois pour la fabrication du papier, après celle des bateaux de guerre.

En fait, il est remarquable de constater que la forêt ne nous est jamais apparue comme étant le moteur de notre développement et de notre épanouissement, mais plutôt comme un corps étranger dans notre société. Appartenant tour à tour à Dieu, puis au roi de France, à celui d'Angleterre, à de grands propriétaires exploitants anglais qui cédèrent le pas à de grandes sociétés étrangères, puis à des consortiums américains pour la fabrication de pâtes et papiers, les gens de ce pays furent relégués pendant des siècles au rang de «*coupeurs de bois et porteurs d'eau*» comme le voulait, avec réalisme, le dicton populaire. Bien que très peu reluisant, ce tableau me semble réaliste et absent de toute complaisance envers qui que ce soit.

Il semble bien que la fin de ce millénaire marque une perception et un rôle nouveau de la forêt dans le développement social et économique. Notre maturation comme nation, notre perception plus

juste du monde qui nous entoure, avec qui nous sommes en compétition, nous montrent bien ce à quoi a servi notre patrimoine forestier, ce qu'il en reste, et ce que nous devons en faire dans l'avenir. Pour la première fois, nous sommes conscients que la forêt nous appartient, qu'elle nous fait vivre et que nous devons lui donner l'attention qui est nécessaire comme capital et patrimoine. Elle fut, et elle demeurera, notre plus gros atout économique sur l'échiquier mondial.

### **La fin prévisible de la grande propriété étatique.**

Il est évident que la période de grande prospérité de l'industrie de transformation fut celle qui suivit la guerre de '14-'18, avec de nouvelles usines qui apparaissent jusqu'au début des années '20. À ce jour, on estime que plus de 60% des machines à papier de nos usines ont été mises en service avant 1940. Il semble évident que la concordance des intérêts de l'État et ceux de la grande industrie a provoqué un assoupissement, puis un sommeil profond sur un empire sans limites et sans problèmes de concurrence.

Qu'en est-il aujourd'hui, après plus d'un siècle et demi de sommeil idyllique, et qu'est-il advenu des capitaux ainsi générés? Où ont-ils été investis pour préparer l'avenir? Voilà autant de questions auxquelles bien peu de Québécois peuvent répondre, si ce n'est avec une pointe d'amertume mal dissimulée! Ce fut là notre contribution au grand capital international, aussi involontaire que réelle.

Avec la chute des empires politiques, la fragmentation et la dispersion des empires industriels, nous voyons maintenant les empires économiques se fractionner par la fuite en avant ou par l'effondrement comme dans le domaine immobilier. Comment ne pas percevoir les tendances de l'État à se départir de ses responsabilités beaucoup trop centralisées. Il devient nécessaire et impérieux de la part de l'État de remettre entre les mains de ses commettants, la propriété de la terre pour la rendre productive à nouveau, sous des angles différents de ceux des grands conglomérats internationaux.

C'est à nous de jouer et de proposer des options autres. Le rôle que joue le GATT dans l'uniformisation du commerce et la pénétration des multinationales dans tous les pays, et à tous les niveaux, me semblent un paradoxe avec l'importance que nous accordons à la naissance et au rôle des PME. Nous nous éloignons de plus en plus de la réalité par excès de concentration. L'opération ressemble de plus en plus à l'élevage de petits poissons pour nourrir les gros, incapables de croître et de chasser par eux-mêmes.

### **La structure sociale du Québec et ses relations avec la forêt.**

Dans ce grand jeu international auquel nous participons, sans toujours percevoir clairement ce qui nous pénalise ou nous est profitable, les effets de ces dernières décennies apparaissent avec de plus en plus de précision: nous avons fourni beaucoup de «petits poissons» pour alimenter les quelques gros, mais pas toujours à notre bénéfice collectif. L'origine, la taille, l'histoire et la situation géographique de notre société nous forcent à porter attention à nos droits et devoirs collectifs.

Toutefois, nous avons utilisé au mieux et avec le plus de sagesse possible, les ressources qui nous sont imparties par la nature, mais pas toujours en nous adaptant à elles comme c'est le cas de la forêt. Nous sommes demeurés profondément paysans, marqués par des siècles d'expérience, d'abord française, puis transposée dans un monde nouveau, où les ressources et les contraintes n'étaient pas les mêmes. Jusqu'à ces dernières années, nous n'avons pas tiré le meilleur parti de la situation socio-économique dans laquelle nous baignons depuis plus de trois siècles.

L'une des grandes erreurs que notre monde industriel, commercial, et scientifique a commis, et commet encore, est de considérer les nationalisme comme étant pires que la peste et, du même coup, de tenter par tous les moyens de les contrer et de les faire disparaître. De ce fait, nous nous voyons de plus en plus réduits à l'insignifiance collective, à la standardisation et à l'acculturation.

Nous sommes forcés d'abandonner langue et histoire nationales, famille et vie privée, par la destruction d'un ordre économique mais, fait extrêmement inquiétant, pour un autre tout à fait inconnu, imprévisible, et dénué de liens avec la vie.

Dans le contexte économique du Québec, comment peut-on réagir sainement à une telle conjoncture sans nous isoler socialement, tout en apportant notre contribution personnelle et collective à la société nord-américaine et occidentale qui est encore la nôtre? Les communautés du Bas Saint-Laurent et de la Gaspésie montrent bien timidement les dents, alors que celles de l'Abitibi-Témiscamingue commencent à se rebiffer. Pour le moment, la Côte-Nord et le Saguenay-Lac-Saint-Jean sont assoupies, mais pour combien de temps encore? Il reste encore l'Estrie, les Basses Laurentides et la région de la Gatineau qui sont déchirées entre tourisme urbain et industrie forestière.

Par le simple fait de citer ces régions, il nous apparaît que toutes sont dominées par la forêt et l'industrie forestière de transformation et, accessoirement par le BS et l'assurance-chômage, lorsque l'industrie forestière tire de l'aile ou est en voie de désagrégation comme aujourd'hui. Est-il possible que les grands centres urbains soient inconscients de cette désaffection économique de la forêt? Est-il possible que ces centres urbains, tournés vers l'extérieur, soient profondément inconscients de l'importance de cette industrie dans la génération fondamentale de capitaux? Est-il possible que nous confondions l'apport économique de l'électronique ou du tourisme avec celui de la forêt? Poser ces questions c'est y répondre par la négative.

Nous avons une structure sociale d'origine paysanne, structure que la majorité des pays occidentaux ont détruit à coup de centralisation, d'acculturation et de subventions. Cette attitude s'est développée à cause de la révolution industrielle et du manque de ressources naturelles. Pourquoi faisons-nous de même et dans quel but? Serait-ce par mimétisme, frayeur ou lâcheté? Pourquoi ne pas

mettre en valeur nos qualités fondamentales d'adaptation, d'ingéniosité, de cohésion sociale en présence d'une très grande richesse que nous avons laissé dégrader sous nos yeux.

Récemment, nous avons répondu par la négative à l'intégration collective par voie référendaire aux Canadiens qui l'exigent en silence. La tentation est maintenant vive de forcer l'intégration des individus en donnant des sous en échange des pouvoirs, permettant ainsi de ne rien faire, d'aller en Floride et de jouer au golf....**c'est la liberté 55!!!** Rien faire et laisser braire! Il ne faudrait pas trop se culpabiliser devant une telle situation: elle est générale dans tout le monde industriel occidental, mais notre position nord-américaine, notre taille comme peuple et notre langue, nous occasionnent beaucoup de difficultés, mais également nous offrent de grands avantages que nous refusons souvent pour **nous conformer aux règles de la «prospérité»**.

Il faut refaire nos devoirs et examiner toutes nos qualités, et tous nos défauts, par rapport à la réalité qui est la nôtre et non pas celle du Canada, celle des USA ou de l'Europe. Dans ce contexte, **la forêt fait partie de notre être collectif**. Elle fait partie de la vie intime et familiale d'un très grand nombre de québécois par tout le territoire, consciente pour les paysans et ceux de l'industrie de transformation, mais malheureusement inconsciente pour la grande majorité des urbains. C'est la rançon de la centralisation et de l'intégration qui mènent à la démotivation et au gaspillage des ressources «pour une plus grande efficacité» dit-on!

### **Le besoin d'une prise de conscience viscérale.**

Il nous faut trouver des moyens nouveaux pour obvier à cette absurdité, en favorisant à la fois la stabilité et le goût du risque. Nous avons tous les atouts pour réussir et nous nous apitoyons sur notre sort. Dans les mêmes conditions, de nombreux peuples, dépourvus de ressources, s'en tirent bien et prennent leur place au soleil, voire

même la nôtre. Nous ne manquons ni de ressources, ni d'argent, ni d'intelligence, ni de main-d'oeuvre, ni de connaissances.

Nous sommes plutôt inconscients, tout comme l'est poisson de l'eau dans laquelle il vit, disait Einstein. L'arbre nous cacherait-il la forêt? Pourquoi ne faisons-nous des consensus que sur des réalités passées, et le plus souvent suggérées par d'autres, pour d'autres fins? Le temps est venu de susciter un leadership industriel dans le domaine forestier, parce que celui de l'État n'en est pas un et ne l'a jamais été. J'ose espérer que cette fausse croyance est en voie d'effritement, à la lumière de ce qui nous apparaît dans l'aménagement forestier pratiqué depuis des décennies: des politiques à courte vue pour des profits immédiats, afin de rentabiliser les capitaux des investisseurs.

Il nous faut prendre conscience de la valeur de notre patrimoine forestier à tous les niveaux, et reconnaître que nous ne connaissons que très peu les mécanismes biologiques qui le régissent, et sur lesquels nous devons porter notre attention. Pour toutes sortes de raisons, nous avons utilisé notre forêt comme source infinie de revenus, sans aucune préoccupation autre que celle de couper les tiges au plus bas prix. Actuellement, nous ne voyons la forêt que comme **objet d'aménagement**, mais sans les connaissances nécessaires; sur quoi toutes les industries et les institutions se mettent d'accord pour ne pas investir davantage.

C'est par notre propre volonté, appuyés par des perceptions économiques éclairées, avec le goût de l'innovation et du risque, que nous pourrions avoir les bénéfices réels de ce patrimoine, pour nous, et pour les générations à venir. Tous les paramètres sont à considérer à leur juste valeur depuis le bois, les rameaux, le gibier, l'eau, l'espace etc...

### **Un regard québécois vers l'Europe et l'Asie.**

Depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'exploitation forestière a été faite en fonction des marchés de l'empire britannique, puis des

marchés américains. C'est ainsi que les profits générés ont toujours été dirigés d'abord vers Londres, puis, depuis un siècle, vers New-York. Ce contrôle extérieur de la technologie et des capitaux a eu pour conséquence normale l'exportation des capitaux, et une certaine désaffectation en fonction du temps, à preuve le sous financement des usines et leur vieillissement évident. Comme je l'ai dit plus tôt, une majorité de nos usines de pâtes et papiers ont été construites avant les années '40, très certainement à cause du monopole des capitaux et des besoins américains, qui n'a pas senti la nécessité de maintenir les usines plus productives, et d'instaurer de nouvelles techniques de production.

Il est inutile de se complaire dans le passé, mais il n'est pas vain d'en retenir quelques leçons et expériences fort utiles pour les jours actuels. L'absence de compétition parmi les transformateurs de nos bois, et le contrôle des marchés extérieurs par les capitaux américains est très certainement à l'origine de la situation actuelle. Il faut ajouter le peu d'intérêt que les Québécois ont porté à cette industrie qui a largement bénéficié d'une main-d'oeuvre abondante, dévouée, et laborieuse. Disons que ce fut notre contribution au grand capital.

Comme la «locomotive industrielle» était celle des pâtes et papiers, les bois de sciage ont presque toujours été à la remorque des bois à pâte, sauf pour certaines périodes de forte croissance économique. Cette lune de miel entre le grand capital et une ressource abondante ne pouvait durer toute l'éternité sans y prendre garde. Tel est le cas aujourd'hui: notre manque de perspicacité nous laisse une industrie vieillissante, une ressource surexploitée et devenue trop onéreuse; d'où le manque de capitaux ou l'absence de volonté d'investir tout simplement.

Il faut donc nous tourner vers d'autres marchés avec des prix compétitifs, afin d'attirer le capital nécessaire. Comme l'industrie le souligne, le Québec a perdu beaucoup d'avantages économiques par rapport au passé. Ainsi, le transport du bois est plus onéreux à cause de l'interdiction de flotter les grumes sur les cours d'eau pour des

raisons environnementales. Il en va de même pour les effluents des papeteries qui doivent être rejetés dans les rivières, pour lesquelles règles environnementales obligent l'industrie à investir dans la dépollution à grands frais. À cause de la concurrence des marchés, le coût de l'électricité est devenu trop élevé par rapport à d'autres sources énergétiques comme le gaz naturel aux USA. On doit ajouter à ces facteurs négatifs, l'éloignement de la ressource des usines, ce qui ajoute aux coûts, en plus de la qualité des bois qui diminue dans la mesure où l'on exploite des peuplements de qualité moindre.

Dans cette conjoncture, il faut se distancer de la concurrence en abaissant les prix par des coûts de revient moindres. On peut changer, par innovation, les procédés industriels en s'adressant à de nouveaux marchés. On peut également proposer de nouveaux produits à partir de la ressource, utiliser des ressources connexes ou extraire de la ressource des produits d'un tout autre ordre, s'adressant à des marchés tout à fait différents. Toutes ces combinaisons sont possibles avec la forêt qui peut donner une foule de produits depuis une ressource abondante, homogène et stable. Il n'y a que l'imagination et la hardiesse qui peuvent intervenir ici, le lieu commun et la monotonie de l'exploitation en série n'ont aucune raison d'être.

Il faut donc regarder vers l'Europe et l'Asie pour de tels marchés nouveaux, et pour d'autres produits que ceux que nous produisons traditionnellement. Pour cela, il faut bien nous situer et utiliser tous les avantages et les différences qui sont les nôtres, depuis la stabilité économique et politique en passant par l'hiver, notre position méridionale à climat froid, les grands espaces, une faune et une flore particulière, des paysages uniques etc...

Une telle initiative nous portera spontanément vers le commerce international, l'apprentissage de nombreuses langues étrangères, particulièrement dans les régions forestières souvent coupées du monde extérieur durant de longs mois. L'influence du tourisme en région me semble déjà une amorce à l'ouverture vers d'autres langues

et d'autres cultures, pourvu qu'on se départisse de la fâcheuse habitude d'avoir spontanément recours à la langue anglaise. C'est dans la langue de l'interlocuteur que l'on doit entrer et développer le contact. Une langue intermédiaire conduit presque infailliblement à un manque de compréhension et de stabilité dans les relations.

### **Un retour de la responsabilité individuelle par la propriété de la ressource et la participation aux risques de la production et de la transformation.**

Bien que cette approche soit difficile et sera onéreuse, on ne pourra passer outre, la nature humaine étant ce qu'elle est. Les tentatives de collectiviser les terres ont été un échec lamentable de tout temps, mais la tentation est grande. Il y a une seule exception où la terre est productive; c'est l'Afrique. Aussi longtemps que l'État n'intervient pas dans l'économie locale, la terre africaine est largement cultivée par les femmes qui sont l'élément moteur de la vie avec leurs préoccupations pour la survie de la famille, l'accumulation de la nourriture et la quête quotidienne de l'eau. Cette productivité souvent précaire se fait dans la propriété collective au niveau de la famille élargie, du clan ou de l'ethnie. Il en va autrement lorsque le sol est occupé par des pasteurs qui sont des hommes, dans la grande majorité des cas, et qui gardent de grands troupeaux pour le prestige collectif, surtout ou encore pour servir de monnaie d'échange.

Dans notre monde occidental, nous avons adopté les deux modes: le premier pour l'agriculture et le second pour la forêt. Toutefois, une ombre est apparue avec la collectivisation des terres de l'ancienne URSS, avec les résultats que l'on connaît; c'est-à-dire l'effondrement des rendements, une dépendance de l'extérieur de plus en plus grande, pour satisfaire les besoins essentiels, et la disparition de l'empire.

Que remarquons-nous depuis plus d'une décennie au Québec, où la forêt est propriété d'État ou de grandes sociétés souvent plus puissantes que l'État lui-même? Nous avons observé une curée à la ressource pour l'exportation, laissant quelques sous sur place pour permettre la vie collective dans le contexte nord-américain. Il n'y a eu aucune réaction de la part

des citoyens voyant la situation se dégrader. Il a fallu se rendre compte que l'exploitation passait de plus en plus à la mécanisation, et la transformation à la robotisation, avec des coûts de plus en plus élevés et des revenus de plus en plus bas. Les tentatives pour mettre en service de nouvelles usines ont été, comme dans le cas de Matane, un insuccès retentissant, le tout au frais des citoyens, non pas de la grande industrie.

Il semble maintenant que le message soit perçu avec clarté et sans ambiguïté: **ceux qui possèdent la ressource ne doivent compter que sur eux-mêmes**. Il doivent non seulement l'exploiter, mais également la transformer et la commercialiser sous toutes les latitudes. **Il n'y a plus de choix!** Quels sont donc les modèles disponibles pour un peuple comme le nôtre, dont la situation économique repose lourdement sur la forêt? Faut-il copier des modèles étrangers comme celui des pays scandinaves?

Il est évident que nous devons procéder à des changements fondamentaux en nous attaquant à plusieurs fronts à la fois, mais le premier et le plus important me semble le statut de la forêt. Doit-elle demeurer dans le giron de l'État, dans celui des grandes multinationales, celui du mouvement coopératif ou celui des possédants privés à l'échelle familiale. À mon avis, c'est ce dernier mode de propriété qu'il nous faut privilégier, et dans les délais les plus courts: **mode de propriété qui implique la responsabilité du possédant** à tous les niveaux, depuis la sylviculture en passant par la transformation et la commercialisation. Il faut que la terre productrice retourne à ceux qui la cultivent et l'aménagent. Il faut lier les difficultés aux bénéfiques, ce qui devrait appeler à la stabilité et à une vie familiale, tout comme il faut lier les bénéfiques aux pertes, ce que la grande industrie a oublié en ne profitant que des bénéfiques, toujours insuffisants, et laissant les pertes à l'État qui les répartit parmi tous les contribuables. Ce sont là les fondements de la philosophie du **Bien-Être Social**, souvent qualifiée de «politique de redistribution de la richesse»!!!

Il nous faut donc obliger l'État, le nôtre, à se désengager de l'adoration qu'il porte aux grands vautours, toujours logés loin des difficultés locales et aussi des petits rapaces qui finissent de nettoyer les carcasses laissées pour compte. Si j'utilise cette métaphore, c'est qu'elle correspond très bien à la

situation actuelle où tous attendent que Dieu, dans sa bonté, fasse pousser les arbres gros et grands, le plus près possible des machines à papier pour donner le plus de bénéfices possibles.

Il faut le mettre en face de ses responsabilités et donner la terre aux citoyens qui peuvent et veulent la rendre productive à nouveau, mais pas nécessairement de la même manière qu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Ce n'est pas par la «déresponsabilisation» que nous aurons un patrimoine forestier de qualité, mais bien au contraire, par la responsabilité de chaque possédant dans la continuité de la vie familiale, non pas liée à la pauvreté, comme ce fut malheureusement le cas trop longtemps, mais à la prospérité apportée par la connaissance, l'équilibre, le jugement, et l'innovation, l'ouverture sur l'extérieur par une véritable connaissance des marchés.

### **Une approche nouvelle par les techniques agro-forestières.**

Ce qui a été fatal à la forêt québécoise, c'est bien la récolte d'une ou de deux essences pour des fins industrielles, les autres étant souvent reléguées au bois de chauffe le plus souvent. Pour enfoncer le couteau dans la plaie, l'État est venu proposer la monoculture de résineux pour une industrie papetière vacillante et gloutonne. La proposition initiale en fut une d'«artificialisation» en imposant les essences aux sites pour des fins industrielles éventuelles, la demande allant dans ce sens.

Cette stratégie montre ses effets depuis quelque temps, et l'État cherche à se désengager du piège qu'il s'était lui-même tendu en réduisant la question forestière à de simples données politiques. La seule utilisation du capital comme outil de décision est promis à l'échec à moyen terme et à la catastrophe à plus long terme. L'évolution planétaire de la question environnementale, forestière, et agricole commence à nous l'enseigner par la **manière forte**. Il est donc urgent de revenir les deux pieds sur terre, et de regarder quels sont les véritables critères de productivité et de rentabilité.

Je pense que l'utilisation du milieu comme base de vie, avec les techniques modernes et les capitaux disponibles, devrait être la base de tout raisonnement et de tout jugement de valeur. Une telle disposition d'esprit permettrait d'obtenir l'optimum de rendement à tous les niveaux plutôt qu'à un seul «profit» immédiat, pour des contingences qui ne tiennent aucunement compte de la réalité.

**L'agro-foresterie**, pensée et vécue dans nos conditions particulières, me semble une voie de réflexion et d'action fructueuse. Depuis des siècles, les contingences de l'agriculture ont toujours primé dans la vie paysanne. Elle était la base de la vie et de la société. Les données sociales et économiques ont bien changé depuis lors, mais non les contraintes imposées par la nature, elle-même le fruit d'une longue évolution biologique en équilibre avec tous les facteurs physiques du milieu.

Puisque les règles économiques, celles du marché, et celles que nous impose la biologie, sont ce qu'elles sont, il faut faire contre mauvaise fortune bon coeur et faire avec plutôt que contre. L'agro-foresterie à partir de la forêt comme base, et de l'agriculture en second, me semble correspondre à une réalité fondamentale de notre société paysanne. Jusqu'à ce jour, la vision inverse de ce que je viens de dire fut, et semble encore la règle. Tout tourne autour de l'agriculture et de la vie en milieu agricole, ce qui nous a conduit tout droit à l'abandon des terres, à la dépopulation rurale, et surtout, à considérer l'avenir comme étant sans issue. Ainsi, avons-nous négligé toutes les nouvelles cultures qui pourraient être rentables, pourvu qu'elles soient associées, à la forêt tout en profitant de nos particularités géographiques. **L'association forêt-agriculture me semble un monde à repenser d'une façon autonome**, non pas en copiant celui-ci ou celui-là comme nous l'avons fait si servilement depuis plus d'un siècle. Il en va non seulement de l'avenir économique des régions, mais de tout le Québec qui se meurt d'hésitation et de conformisme, voulant à la fois le beurre et l'argent du beurre.

## Une vaste campagne de promotion du bois.

Jamais n'avons-nous porté si peu attention à la valeur déclinante du bois dans notre société! Jamais ne l'avons-nous exploité aussi sauvagement, tout en faisant la promotion de forêts plus jeunes, avec des bois plus petits, et des techniques pour coller ensemble les petits bois pour en faire des gros. Encore moins avons-nous sollicité de la part des universités, l'appui à la recherche de production de bois de meilleure qualité, en particulier chez les feuillus. Tous les efforts ont été portés vers les résineux pour des fins industrielles. Le temps me semble venu de compétitionner les polymères de synthèse, à travers une mise en valeur et une publicité associées à des prix qui méritent de s'y arrêter.

Il est évident qu'une telle action ne saurait être entreprise par nous seuls, elle pourrait être lancée en conjoncture avec nos partenaires européens, avec lesquels nous pourrions développer des intérêts communs, plutôt que d'être en constante compétition pour des marchés qui profitent des prix coupés par des petites guerres larvées. Le cadre environnemental qui a fait jour dans nos sociétés me semble une occasion d'y planter quelques idées qui, avec le temps, donneront des fruits. Il y va de notre hardiesse et de notre jugement. Il est évident que laisser les autres prendre les devants et les risques pour en récolter les fruits, est plus intéressant que de travailler à notre propre compte pour des lendemains incertains. Mais au fait, nos lendemains ne le sont-ils pas? N'avons-nous pas de véritables atouts dans notre jeu, que nous laissons développer au profit de l'illusion de la richesse pour et par d'autres? Peut-on compter sur l'État et ses politiciens pour prendre des risques et miser sur notre avenir? Ceux qui l'ont cru ont dû déchanter. On ne peut attendre que de la tolérance et de la non ingérence de la part de l'État. Il est toujours mauvais juge, lorsqu'il s'agit du choix d'hommes. Il les lie dès l'abord à la politique du moment.

Il semble de plus en plus évident qu'à une campagne de promotion de la «matière bois», il en faut une aussi importante de la

forêt dans nos sociétés, en dehors d'une sempiternelle productrice de bois et de loisirs. La forêt fait maintenant partie de la vie quotidienne de millions d'urbains, et doit être perçue comme une valeur fondamentale du monde auquel nous avons accès depuis le développement des réseaux routiers et de la voiture. Il faut travailler à changer les mentalités de ceux qui ont le plus de poids dans nos sociétés fortement urbanisées. Il faut comprendre que, comme tous les écosystèmes utilisés par l'Homme, il faut y consentir des investissements d'autant plus importants que la forêt disparaît à une allure vertigineuse, au rythme des innovations technologiques d'exploitation sous toutes les latitudes.

Nous n'avons pas encore senti le besoin, malgré l'urgence, de créer des institutions de recherche indépendantes, pour l'étude des écosystèmes forestiers ainsi que pour les plantes elles-mêmes. Tous les fonds sont toujours attribués pour l'augmentation de la productivité ou la résistance aux maladies ou aux insectes qui, règle générale, sont le résultat direct des déséquilibres que nous infligeons par notre ignorance savamment entretenue. Il faut faire appel à de vastes programmes de recherche et d'application de techniques sylvicoles et de modes d'«exploitation» inédits. Nous avons rêvé et rêvons encore en couleur, si nous pensons vivre dans un monde totalement artificiel, et économiquement viable. Il faut reconnaître que les chimères ont toujours eu plus d'attraits pour l'homme que la réalité imposée par des règles aussi vieilles que le monde lui-même. Plusieurs de ces règles ont une grande souplesse, mais nous en admettons la véracité seulement lorsque l'équilibre est rompu.

### **Une bourse des bois ronds**

Si les prix du mètre cube sont toujours trop élevés au goût du transformateur, l'inverse est encore plus vrai au niveau du producteur. Ce sont le plus souvent les politiques sociales et tarifaires de l'État qui viennent amoindrir les conflits, mais toujours au détriment de la forêt qui, dans ce jeu, n'a aucun pouvoir ni valeur financière. C'est l'une des principales lois de la jungle qui régleme

l'économie mondiale. A-t-on jamais vu un arbre, une mine ou un poisson voter ou avoir un compte bancaire? Tous les pouvoirs sont entre les mains des hommes pour ce qui est de la gestion, mais rarement avec le souci d'améliorer ou d'augmenter la qualité et l'importance d'un écosystème naturel, sinon jamais! **Ça coûte toujours trop cher.**

Il ne faut cependant pas désespérer et refaire constamment ses devoirs et inventer, avec l'appui d'un ou de plusieurs États, un système d'équilibre réduisant d'autant les tragédies qui furent nombreuses, mais jamais aussi importantes que celles que nous faisons subir aux ressources naturelles par toute la planète. Bien que difficile, j'en conviens, il faut, par tous les moyens, tenter de mettre sur pied un bourse des bois ronds où les prix seraient le reflet des disponibilités depuis le Québec, mais aussi pour d'autres pays qui s'y joindraient.

Nous avons un atout important dans notre jeu agro-forestier: c'est la diversité des produits qui vont du tourisme aux grands espaces, aux bois de rameaux aussi bien des troncs que de l'eau, des poissons, des gibiers à poils et à plumes, des cultures agricoles et horticoles traditionnelles et exceptionnelles, des élevages d'animaux sauvages et domestiques, etc... qui apportent une dimension tout autre aux jeux de la bourse. En fait, c'est tout l'écosystème agro-forestier qui fait l'objet d'une évaluation en termes économiques, sur une base ouverte et diversifiée. Voilà une «utopie» qui doit être examinée de près et le plus tôt possible pour le bénéfice de toute la société et de l'économie en général. Malheureusement, le manichéisme dont font preuve beaucoup d'**écologistes à la petite semaine**, ne facilite en rien une approche variée et intelligente, basée sur des connaissances profondes des besoins élémentaires de l'homme et des écosystèmes, fussent-ils marins ou forestiers.

## Une sylviculture de la qualité et de la quantité.

Les techniques sylvicoles actuelles sont toutes dérivées de la tradition éprouvée par le temps. Il est évident qu'elles sont souvent onéreuses et pas toujours au goût de celui qui a besoin de bois et certainement pas à celui de l'industrie de transformation qui exige d'énormes volumes à des prix les plus bas possibles. Peut-on blâmer l'industrie de transformation de ne pas dépenser d'argent dans la sylviculture, alors qu'elle est tributaire des marchés internationaux, de la conjoncture économique et politique? Cette vérité semble encore plus évidente, si l'industrie n'est pas propriétaire des forêts lui fournissant la matière première. Dans cette conjoncture particulière, il vaut mieux laisser les petites besognes non rentables comme la sylviculture, les reboisements et les aménagements au propriétaire: l'État. Ici, l'État répond aux pressions qui viennent de l'industrie et des contribuables, d'une façon tout à fait différente.

Au fil des ans, les travaux sylvicoles sont le résultat direct de la politique régionale d'emploi, de la conjoncture économique ou autre, mais jamais ils ne visent le maintien de la productivité des écosystèmes forestiers, de leur qualité, de leur état de santé, et des autres potentiels qui leur sont afférents. Une politique de production en volume prévaut encore aujourd'hui, alors que la qualité des bois n'intervient pas dans le raisonnement. Autant met-on l'emphase sur les volumes de résineux, autant néglige-t-on les marchés et les productions de feuillus.

Il faut apporter des changements à cette vision dont le mode de propriété, l'innovation, et l'évolution des marchés sont la clé. Il en va de la sylviculture comme des autres techniques qui ne peuvent être gratuites mais qui s'adressent à des fins bien identifiées. Remettons nous en mémoire que l'aménagement de la grande forêt française fut décidée par Colbert au 17<sup>ième</sup> siècle, pour la construction navale avant tout, ce qui mena à la sylviculture du chêne dont la qualité ne se dément pas aujourd'hui dans la fabrication des meubles haut de gamme. Voilà une vision de qualité qui coûte cher mais qui rapporte

toujours. Plusieurs voient l'avenir dans la médiocrité de la production qui pourrait être compensée par des artifices techniques.

### **De la qualité dans la forêt naturelle.**

Nous venons de citer le cas de la forêt française où des buts militaires ont été à l'origine de l'aménagement et de la sylviculture du chêne. Il faut avouer cependant que les dernières décennies ont vu l'apparition de très grandes plantations de résineux, dont le douglas est l'un des principaux. L'ouverture des marchés de l'offre et de la demande cause quelques soucis à ces grandes plantations qui arrivent à maturité. Les volumes disponibles ne sont pas toujours en harmonie avec la demande, de même que les essences, les coûts de production s'avérant élevés.

Nous ne sommes d'aucune façon dans le contexte socio-économique de la forêt française, mais depuis plus d'une décennie, nous avons tenté de mettre sur pied un programme de plantation et de financement de ces dernières, complexe et onéreux, mal adapté à nos caractéristiques régionales, et dont les rendements, en fonction du temps, sont plus qu'aléatoires.

L'introduction de techniques artificielles dans nos écosystèmes forestiers va vers un échec déjà prévisible au départ, à cause des coûts et des résultats, dans des conditions dont les paramètres essentiels sont forts mal connus. Dans ces conditions, seules les normes prévalent à la production des plants et au succès des plantations; tout le reste est laissé à la grâce de Dieu. C'est vers des techniques qui font appel à la connaissance du fonctionnement des écosystèmes qu'il faut recourir, non pas uniquement en traitant les tiges individuellement, sauf dans des cas bien précis et rentables avec certitude.

On ne devrait avoir recours aux plantations que pour des cas spéciaux et particuliers; jamais en tant qu'intervention massive en forêt. C'est vers la connaissance de la dynamique des sols, de la physiologie de la germination des essences stables et de qualité, et des

techniques sylvicoles, que doivent porter les efforts, non plus uniquement sur la comptabilité des tiges disponibles, et des activités de description et de cartographie des feux par satellite. Nous en sommes maintenant à l'aménagement intensif, dans la mesure du possible, de la forêt naturelle. Nos connaissances, les conditions économiques et sociales nous le commandent.

En terminant ces propos, je désire attirer votre attention sur un élément fondamental de nos écosystèmes forestiers qui n'a jamais fait l'objet d'attention sérieuse, sauf pour en décrire la morphologie: **le sol**. De toutes les composantes, seul le sol est permanent. Il est responsable de la germination, de la croissance, et surtout de la transformation des feuilles et rameaux, qui y tombent régulièrement, en une vie microbiologique responsable de la régie de l'eau et des nutriments essentiels. Dans nos conditions particulières, nous aurions grand avantage à nous arrêter sur le rôle moteur du sol qui, dans des conditions appropriées, réduit l'incidence des maladies et des insectes qui se présentent seulement lorsque le système est désorganisé, et incapable de se maintenir et de se renouveler.

Les travaux que nous menons depuis plusieurs années sur l'utilisation des rameaux fragmentés et appliqués au sol, nous montrent qu'en utilisant une matière complètement ignorée depuis des siècles, il nous est possible, non seulement d'obtenir de meilleurs rendements en économisant l'espace des plantations, mais également d'utiliser les mêmes bois raméaux en agriculture. Déjà, avec les rameaux fragmentés et appliqués au sol, nous avons une influence majeure non seulement sur les sols forestiers, mais également sur les sols agricoles. En effet, l'utilisation des BRF comme amendement humifère, donne aux sols agricoles toutes les vertus des sols forestiers, sans que les arbres soient présents. Nous avons observé des augmentations de rendement qui vont de 30% chez les pommes de terre jusqu'à 300% chez les fraises.

Dans nos conditions, de telles augmentations de rendement, mais également de qualité des récoltes, font toute la différence entre

la prospérité et la pauvreté. Voilà un avantage comparatif sur nos concurrents des autres pays. Sans augmentation de financement, nous pouvons mieux nous placer sur les marchés intérieurs et internationaux pour l'exportation de certaines productions. Une telle utilisation de la forêt pour des fins agricoles rend l'agro-foresterie attrayante, mais sous des aspects inconnus jusqu'ici. À nous de profiter de l'avance que nous pouvons nous payer, où une main-d'oeuvre paysanne fortement implantée dans les terres mises en valeur par les générations précédentes, et dans les forêts naturelles bien gérées, peuvent faire la différence entre la catastrophe économique et la prospérité, pourvu que les initiatives soient locales et orchestrées au niveau régional. Il faut être conscient de l'impérieuse nécessité de briser les grands monopoles forestiers et industriels, par l'innovation et la mise en valeur de tous les atouts où ces derniers sont impuissants.

Il faut forcer l'État à mettre sur pied un système d'éducation propre à favoriser cette approche alors que tout, actuellement, est fait pour vider les régions vers les grands centres industriels. Il y a là un non-sens évident qui ne saurait durer. Il faut des actions concrètes et fondamentales pour changer les situations locales, non pas uniquement se congratuler en groupe de «notre prise en main». Dans notre monde, on a la liberté que l'on peut se payer. Compter sur les autres, c'est en devenir les esclaves à moyen terme ou, tout au mieux, devenir des mendiants.

Le Québec forestier ne doit plus être ce qu'il était: une source de pauvreté pour la plupart et richesse pour quelques-uns. Les tentatives pour rendre les gens plus égalitaires ont forcé un très grand nombre à s'exiler et se concentrer dans les grandes villes ou à l'étranger. Il faut maintenant faire appel à la connaissance, au courage et à l'innovation: avec un sens aigu des affaires, il faut nous porter vers les marchés extérieurs où nous avons des caractéristiques uniques à présenter. À nous de les faire valoir, non pas aux autres de nous exploiter.

ISBN - 2-921728-01-X  
Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec, 1994

février 1993  
édité par  
**Le Groupe de Coordination sur les Bois Raméaux**  
Département des Sciences du Bois et de la Forêt  
Faculté de Foresterie et de Géomatique  
**Université Laval**  
Québec G1K 7P4  
QUÉBEC  
Canada

publication n° 31  
courriel:  
gilles.lemieux@sbf.ulaval.ca  
<http://forestgeomat.for.ulaval.ca/brf>  
FAX 418-656-3177  
tel. 418-656-2131 poste 2837  
ISBN 2-921728-01-X